

Contribution à l'étude de la presse clandestine dans la région de Huy-Waremme

Introduction

Liberté d'opinion et son corollaire liberté de la presse : deux notions auxquelles la plupart des citoyens européens ne prêtent plus beaucoup d'attention, tant elles semblent naturelles, incontestées et incontestables... Pourtant, en cette année 2006, plusieurs événements ont rappelé à quel point ces libertés sont loin d'être garanties à l'échelle mondiale et combien elles sont fragiles, même dans nos pays occidentaux. L'un des plus marquants reste sans conteste l'assassinat en octobre dernier d'Anna Politovskaïa. Malgré les nombreuses intimidations dont elle faisait l'objet de la part du Kremlin en raison de sa détermination à couvrir la situation politique en Tchétchénie, cette journaliste russe a dénoncé inlassablement les exactions et atteintes aux droits de l'homme dans cette république... au prix de sa vie. Quelques mois auparavant, et plus près de nous, les élections législatives en Italie ont mis une fois de plus en évidence l'absence cruelle de débat démocratique dans une presse en grande partie contrôlée par Silvio Berlusconi et ses proches collaborateurs... Preuve de son actualité, le débat sur la liberté de la presse investit même le domaine du divertissement cinématographique : ainsi, avec *Good Night and Good Luck* de George Clooney, Hollywood livre l'une des réflexions les plus profondes de son histoire sur le rôle des médias en tant que garants de la démocratie¹. Le film évoque le combat mené en 1953 par Edward R. Murrow, animateur vedette d'une émission d'information sur la chaîne de télévision CBS, et son producteur Fred Friendly contre le sénateur Joseph R. McCarthy et son abusive chasse aux communistes. Malgré les pressions des principaux commanditaires de l'émission et la campagne diffamatoire menée contre lui, Murrow continua imperturbablement à dénoncer la menace que McCarthy faisait peser sur les fondements mêmes de la liberté américaine et contribua ainsi grandement à la chute du sénateur. Au-delà du récit du courage d'un homme et de son engagement en faveur de la vérité, le film de Clooney est également une métaphore claire sur le rôle de la presse dans la société actuelle.

Le message est d'une profonde actualité... Un tiers de la population mondiale vit dans un pays qui ne connaît aucune liberté de presse et si l'on ne s'étonne plus de découvrir le top 10 des pays où celle-ci est la plus violée (à savoir respectivement Népal, Éthiopie, Arabie saoudite, Iran, Chine, Birmanie, Cuba, Érythrée, Turkménistan et Corée du Nord)², il est nettement plus préoccupant de constater que trois pays qui se présentent comme hautement démocratiques (la France, le Japon et les États-Unis) ont dégringolé par rapport au premier classement établi en 2002 : ils occupent désormais respectivement la 35^e, la 51^e et la 53^e place (contre la 11^e, la 17^e et la 26^e place il y a cinq ans). Par ailleurs, le 14^e rang occupé par la Belgique indique que même notre pays n'est pas exempt de tout reproche en termes de transgression de la liberté de presse... Faut-il vraiment s'en étonner ? Il apparaît de plus en plus que la presse perd une partie de son indépendance, soumise qu'elle est à l'influence des groupes financiers qui la contrôlent. Comme le faisait remarquer Ignacio Ramonet dans un éditorial publié en 2003 dans *Le Monde diplomatique*³, la réunion au sein d'une même structure (dépassant souvent le seul cadre national) des divers types de médias (presse, radio, télévision) rend non seulement de plus en plus difficile la distinction entre « activités relevant de la culture de masse, de la communication ou de l'information », mais entraîne également la perte progressive de dénonciation et de remise en question que remplissait autrefois le « quatrième pouvoir » comme on a surnommé la presse. En effet, les groupes audiovisuels poursuivent essentiellement un objectif de croissance et évitent donc toute confrontation susceptible de leur aliéner les pouvoirs politiques et surtout économiques. S'ensuit une information de plus en plus consensuelle, où recherche de lectorat et d'audimat rime avec sensationnalisme, montée en épingle de faits-divers, au détriment d'une véritable réflexion politique et sociétale. L'un des exemples les plus probants de cette situation est livré par l'explosion des quotidiens gratuits (du style *Métro*) entièrement financés par la publicité et qui se contentent d'éditer des dépêches d'agences de presse sans la moindre analyse critique. Cette pseudo presse érode inlassablement le lectorat des quotidiens de réflexion traditionnels. Les résumés de journaux télévisés en « six minutes » vont dans le même sens d'une simplification à l'extrême de l'information qui prive peu à peu la population de tout sens critique.

Dans ce contexte, il apparaît que la liberté de la presse n'est pas (plus ?) un droit immuable et que tout faux-pas journalistique est prétexte à sa remise en question... À cet égard, deux exemples récents viennent corroborer nos inquiétudes, à savoir les remous provoqués par la publication (à la fin 2005) des « caricatures de Mahomet »⁴ et le canular explosif de la RTBF sur l'indépendance de la Flandre, le 13 décembre dernier. Dans ces deux cas, combien de voix ne se sont-elles pas élevées pour s'indigner du manque de déontologie de la presse et réclamer des sanctions à l'égard des rédacteurs en chef des médias incriminés et des règles visant à éviter ces « dangereux débordements ». Il n'entre pas dans notre propos de discuter ici du bien-fondé, ni du bon goût de ces deux événements journalistiques, pas plus que de cautionner les inacceptables dérives d'une certaine presse à scandale, mais il importe de rappeler l'absolue nécessité pour protéger nos démocraties de maintenir une presse indépendante et pluraliste, une presse qui se voit garantir la liberté d'action.

À l'époque de l'Internet et des blogs qui semblent offrir une exceptionnelle liberté d'expression au niveau planétaire⁵, il convient sans doute de rappeler aux jeunes d'aujourd'hui que l'histoire de leurs grands-parents a été marquée par des périodes sombres où la liberté d'opinion était passible de mort... Les remettre en lumière permet de mettre en évidence que la démocratie n'est pas un bien acquis une fois pour toute mais une valeur à défendre chaque jour. Au cours de la Seconde Guerre mondiale, cette défense s'est traduite par la floraison d'une presse clandestine diversifiée et téméraire. La ville de Huy a fait montre à cet égard d'une activité importante, sans doute en raison du bague nazi qu'elle abritait. La présente analyse a d'ailleurs été menée dans le cadre plus large d'un projet de réaménagement du Fort de Huy en un lieu de mémoire. Elle entend éveiller les consciences sur la nécessité sans cesse renouvelée de lutter contre toute entrave à la liberté d'expression.

Contexte historique

La région de Huy-Waremme a été marquée au cours de la Seconde Guerre mondiale par une activité intense en matière de résistance à l'occupant et s'est illustrée par de nombreux coups d'éclat parmi lesquels figurent les assassinats des bourgmestres de Villers le Temple (Ferdinand Paquot abattu aux Biens Communaux de Seraing, le 17 septembre 1943) et de Tihange (Georges Peeterbroeck tué à Antheit le 6 décembre 1943) ; l'attaque, le 17 avril 1944, du bureau de la Corporation nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation (CNAA) ; le déraillement de l'international *Mitropa* près de Waremme, le 1er septembre 1944 et bien sûr l'attaque par un commando de résistants de la prison de Huy, le 31 décembre 1943⁶. Un autre type de résistance moins spectaculaire, mais tout aussi redoutable pour l'ennemi a mobilisé la région à partir d'août 1940 : la presse clandestine. L'impact de cette forme de résistance est énorme. En effet, après l'invasion de la Belgique, les forces occupantes contrôlent la presse quotidienne. Les organes clandestins sont alors les seuls à lutter contre la désinformation véhiculée par la presse aux bottes de l'occupant, à remonter le moral de la population et à appeler à résister à l'ennemi. Leur incroyable portée symbolique n'a d'égal que la fièvre rageuse avec laquelle les Allemands tentent d'y faire barrage, ainsi que nous le verrons ci-après.

Comme l'ont répété à l'envi les spécialistes de la Seconde Guerre mondiale, l'étude de la Résistance (et donc de la presse clandestine) est rendue malaisée par le manque de sources liées à une activité forcément cachée, puisqu'illégale, et par la disparition progressive de ceux qui la menèrent. Elle est par ailleurs tributaire des souvenirs parfois biaisés, souvent incomplets des témoins subsistants. En découlent de nombreuses zones d'ombres et imprécisions. Ainsi, la seule détermination du nombre de journaux clandestins parus dans la région de Huy-Waremme⁷ au cours de la Seconde Guerre mondiale pose d'innombrables questions. Les diverses sources consultées mentionnent 23 titres différents. L'existence de 18 d'entre eux ne fait aucun doute puisqu'en subsiste au moins un exemplaire : les collections de l'IHOES abritent ainsi le *Bulletin intérieur de Solidarité* ; *Le Canard déchainé*, *Le Carrier mosan* ; *L'Entr'aide* ; *L'Espoir* ; *Le Four* ; *La Hesbaye ouvrière* ; *L'Instructeur fédéral* ; *L'Organisateur*, *La Résistance belge* et *X9 Journal*. Le Fonds d'histoire du mouvement wallon possède un numéro de *La Lutte syndicale*. Enfin, José Gotovitch dans son *Guide de la presse clandestine*⁸ confirme l'existence de *L'Avant-Garde* ; *La Lutte métallurgiste* ; *M.D.P.* ; *La Révolte* ; *Solvay Liberté* et *La Voix de la Terre*. Dans son *Inventaire des publications périodiques clandestines de la province de Liège*⁹, Jean Dujardin cite cinq titres supplémentaires : *Le Bataillon blanc*, *La Revue des cadres*, *Le Pays hesbignon*, *Le Courrier mosan* et *Solidarité*, mais l'existence des deux derniers est douteuse¹⁰. Le corpus sur lequel nous avons basé cette analyse s'élève donc au total à 21 titres clandestins qui se répartissent en trois catégories principales : la presse communiste, les organes émanant du Front de l'Indépendance et de ses affiliés (CLS, Mouvement de défense paysanne...) et les journaux des organisations de jeunes.

La presse communiste

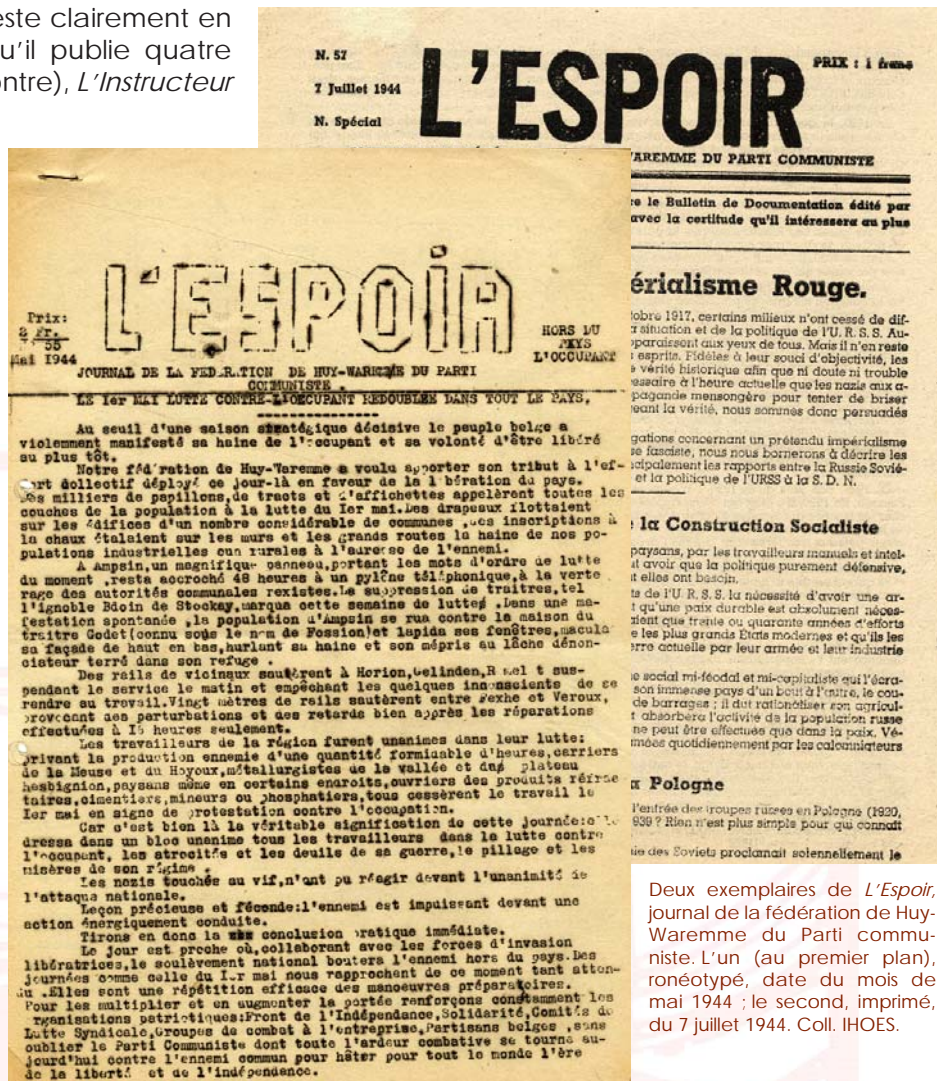


Carte des états de services de guerre du combattant appartenant à René Klutz. Coll. IHOES.

Comme le fait remarquer José Gotovitch, bien que petite, la Fédération hutoise du PC a fait montre d'un bilan remarquable en termes de résistance : malgré la répression sauvage qui s'est abattue sur ses dirigeants et les changements de secrétaire politique qui s'ensuivent, elle parvient à se maintenir¹¹. À partir de février 1944 elle se développe considérablement sous l'impulsion de **René Klutz**¹² (ci-contre). Quelques mois plus tard, elle bénéficie en effet d'un véritable réseau de Comités de lutte syndicale (affiliés au Front de l'Indépendance) présents dans tous les secteurs industriels et d'une presse syndicale diversifiée et bien implantée. Sa capacité d'édition est telle qu'elle fait paraître, courant 1944, un numéro du *Drapeau rouge national* (tiré à 20 000 exemplaires) et qu'elle publiera, au deuxième jour de la Libération, la première affiche libre émanant de la Résistance dans laquelle elle réclame des sanctions envers les collaborateurs et encourage la population à poursuivre la lutte. Elle est alors la première Fédération du PC en Belgique.

Ce dynamisme du PC hutois se manifeste clairement en matière de presse clandestine, puisqu'il publie quatre titres pendant la guerre : *L'Espoir* (ci-contre), *L'Instructeur fédéral*, *M.D.P.* et *L'Organisateur*.

Principal organe du PC en terme de longévité et de nombre de numéros parus, *L'Espoir*¹³ est fondé en novembre 1940 par Victor Thonet¹⁴ (cf. ci-dessous), avec l'aide de son fils (prénommé également Victor) et de sa belle-fille Mariette Verstichel. Il constitue l'un des premiers périodiques clandestins communistes à parution régulière et le premier titre clandestin publié à Huy. Se présentant à l'origine comme un « journal de libération sociale et nationale », il mêle articles pacifistes et appels à la lutte pour la liberté et contre les deux impérialismes, allemand et anglais. Ce thème est abandonné à la suite de l'attaque de l'URSS par l'armée allemande, le 22 juin 1941. La vague d'arrestations de communistes (connue sous le nom de *Sonnewende*) qui fait suite à cette invasion pousse le père et le fils Thonet à entrer en clandestinité. *L'Espoir* se transforme peu après (en juillet 1941) en organe régional du PC avec un intérêt particulier porté au monde paysan et au syndicalisme¹⁵. En juillet 1943, une nouvelle série d'arrestations frappe le PC et entraîne l'interruption temporaire de la parution du journal. Il ne reprend une nouvelle vigueur (bien qu'avec une ligne directrice différente, tournée davantage vers le monde ouvrier, au détriment de la paysannerie¹⁶) qu'à partir de février 1944, date de l'arrivée de René Klutz. Envoyé à Huy avec pour tâche de réorganiser la résistance (le corps des Partisans et le Front de l'Indépendance) et de développer la presse clandestine, le syndicaliste liégeois s'acquitte avec zèle de cette tâche : il reprend la parution de *L'Espoir* (tiré à plusieurs milliers d'exemplaires), se charge de la rédaction de plusieurs journaux CLS qui paraissent sous le « label » du Front de l'Indépendance et crée enfin *L'Instructeur fédéral*. *Bulletin du Secrétariat de la Fédération Huy-Waremme du Parti communiste*. Ce journal ronéotypé dont cinq numéros sont répertoriés, paraît entre avril et juillet 1944 avec pour objectif principal d'éduquer l'ouvrier.



Commémoration en l'honneur de Victor Thonet, co-fondateur de *L'Espoir*, fusillé par les Allemands le 20 avril 1943. Coll. Micheline Thonet.

Le 1er mai LUTTE CONTRE L'OCCUPANT REDOUBLER DANS TOUT LE PAYS, Au seuil d'une saison étiologique décevante le peuple belge a violemment manifesté sa haine de l'occupant et sa volonté d'être libéré au plus tôt. Notre Fédération de Huy-Waremme a voulu apporter son tribut à l'effort collectif déployé ce jour-là en faveur de la libération du pays. Des milliers de papillons, de tracts et d'affichettes appellèrent toutes les couches de la population à la lutte du 1er mai. Les drapeaux flottaient sur les édifices d'un nombre considérable de communes, les inscriptions à la chaux étaient sur les murs et les grands routes la haine de nos populations industrielles aux rurales à l'adresse de l'ennemi. A Ampin, un magnifique panneau, portant les mots d'ordre de lutte du moment, resta accroché 48 heures à un pylône téléphonique, à la vertigineuse hauteur de nos poteaux télégraphiques. La suppression de trinitres, tel l'ignoble Edouard de Stockay, marqua cette semaine de lutte. Dans une manifestation spontanée, la population d'Ampin se rua contre la maison du traître Godet (connu sous le nom de Fossion) et lapida ses fenêtres, se coula sa façade de haut en bas, hurlant sa haine et son mépris au lâche dénonciateur terré dans son refuge. Des rails de vicieux soutèrent à Herion, Gelinden, Ravel suspendant le service le matin et empêchant les quelques innocents de se rendre au travail. Vingt mètres de rails sautèrent entre Sexhe et Veroux, provoquant des perturbations et des retards bien après les réparations effectuées à 15 heures seulement. Les travailleurs de la Région furent unanimes dans leur lutte : privant la production ennemie d'une quantité formidabile d'heures, carriers de la Meuse et du Hoyoux, métallurgistes de la vallée et des plateaux Hesbignois, paysans même en certains endroits, ouvriers des produits réfractaires, cimentiers, mineurs ou phosphatiers, tous cessèrent le travail le 1er mai en signe de protestation contre l'occupation. Car c'est bien là la véritable signification de cette journée : le dressage dans un bloc unanime tous les travailleurs dans la lutte contre l'occupant, les atrocités et les deuil de sa guerre, le pillage et les misères de son régime. Les nois touchés au vif, n'ont pu réagir devant l'unanimité de l'attaque nationale. Leçon précieuse et féconde : l'ennemi est impuissant devant une action énergiquement conduite. Trions en dans la même conclusion pratique immédiate. Le jour est proche où, collaborant avec les forces d'invasion libératrices, le soulèvement national bouter l'ennemi hors du pays. Des journées comme celle du 1er mai nous rapprochent de ce moment tant attendu. Elles sont une répétition efficace des manœuvres préparatoires. Pour les multiplier et en augmenter la portée renforçons constamment nos organisations patriotiques : Front de l'Indépendance, Solidarité, Comités de lutte Syndicale, Groupes de combat à l'entreprise, Partisans belges, sans oublier le Parti Communiste dont toute l'ardeur combative se tourne aujourd'hui contre l'ennemi commun pour hâter pour tout le monde l'ère de la liberté et de l'indépendance.

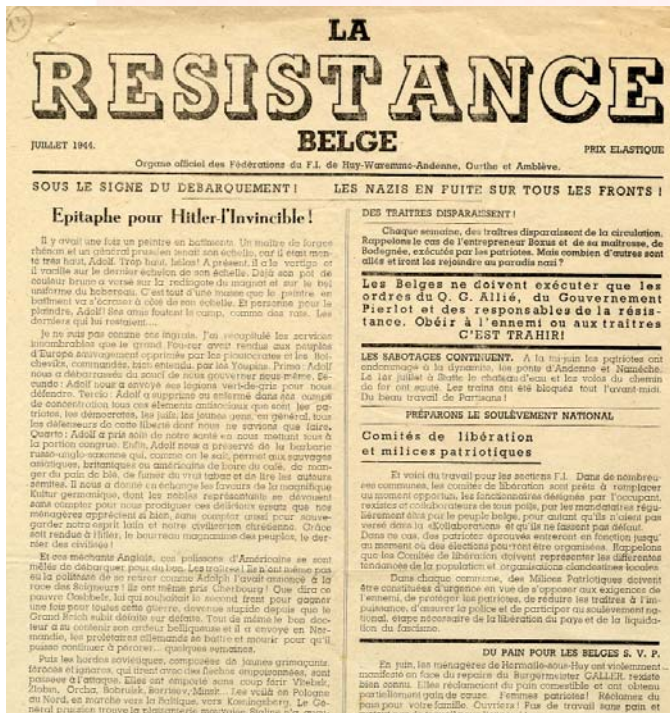
L'Organisateur qui se présente comme « un bulletin mensuel édité par la Fédération Huy-Waremme du Parti Communiste » ne connaît qu'une existence éphémère. Le premier numéro (et semble-t-il unique) paraît en octobre 1943. Il entend former les militants à la lutte et livre, de manière très didactique, une série de conseils pratiques et de directives relatives à la sécurité, à l'organisation et au rôle des groupes et sections¹⁷.

Parallèlement aux journaux à destination des paysans que fait paraître le Front de l'Indépendance (cf. *infra*), le Parti communiste publie, au début de 1944, trois numéros de *M.D.P.* en vue d'appeler les paysans à rejoindre les rangs du Mouvement de défense paysanne¹⁸.

Enfin, il convient de mentionner un organe syndical communiste fondé dans la région d'Andenne (avant même la création de *L'Espoir*) et qui préfigure les journaux des Comités de lutte syndicale. *Le Bulletin d'entreprise des Ateliers Marcel Pégard* est un journal ronéotypé, publié dès août 1940 par la cellule communiste de cette entreprise et qui connaît une diffusion locale (à 250 exemplaires)¹⁹. En septembre 1942, il cède la place à *La Révolte*, organe ronéotypé mensuel à diffusion plus régionale et s'adressant aux divers secteurs industriels (métallurgie, moteurs, sucreries...) de la région de Huy-Waremme. Il est vraisemblable que cette augmentation de la couverture territoriale ait justifié la modification du titre connoté trop « local ». À partir de 1944, le journal change à nouveau de titre et paraît sous le nom de *La Hesbaye ouvrière*, mais cette fois en tant qu'adhérent au FI.

La presse du Front de l'Indépendance et de Solidarité

Dans son histoire du Front de l'Indépendance de Huy-Waremme²⁰, Émile Brose met en évidence que, dès juillet 1940, soit deux mois à peine après l'invasion allemande et l'entrée des occupants à Huy (le 14 mai 1940), divers groupes se sont constitués en vue de mener une résistance active à l'Occupant²¹. En juin 1941, Rose Jadin, André Schotmans, Ernest Noel et Elie Kinet créent un comité qui donnera peu après naissance à Solidarité Huy²² et dont le but est de soutenir (en leur fournissant argent, timbres de ravitaillement ou denrées alimentaires) toutes les victimes de la répression et leur famille, quel que soit leur milieu ou leur appartenance politique. En août 1941 est créé à Liège (à la taverne Piette, rue des Guillemins) le Front wallon pour la libération du pays. Première coalition antihitlérienne de Belgique, elle regroupe les intellectuels antifascistes, les militants de Wallonie libre et le Cercle des anglophiles et s'appuie sur un organe de presse clandestin : *La Meuse*. Assez rapidement, une section hutoise du Front wallon voit le jour. Placée sous la direction de Ernest Noel (alias Léon), elle réunit notamment Rose Jadin, Elie Kinet et Victor Thonet. Solidarité s'affilie à ce groupe et prend le nom de Croix rouge du Front wallon. La résistance s'organise avec la création de sections et d'un service de sécurité. En mars 1942 est créé le Front de l'Indépendance dans le but de constituer un front unique contre l'occupant en regroupant les mouvements de résistance de diverses tendances (seuls Wallonie libre et les anglophiles n'adhèrent pas au mouvement). En septembre 1942, il absorbe le Front wallon. Le FI doit sa structure au PC, seul parti qui y adhère officiellement. À cette époque, la section hutoise du FI est dirigée par Clément Charlier (alias Pierre), après qu'Ernest Noel soit passé dans l'illégalité et ait rejoint le groupe des PA d'Ourthe-Amblève. L'activité de diffusion de presse clandestine (essentiellement *La Meuse*, devenue l'organe du FI) se développe, de même que les actes de sabotage (destruction de champs de lin et de colza). À partir de 1943, alors que le mouvement se structure (des brigades spéciales sont constituées dans de nombreuses localités de la région comme Amay, Waremme, Huccorgne, Villers-le-Temple...) apparaissent les premiers journaux publiés par le FI, comme *La Résistance belge* (ci-dessous), et par Solidarité (*L'Entr'Aide*). C'est également à cette époque que de nombreux groupements de



résistance (dont le Rassemblement national de la Jeunesse, les Comités de lutte syndicale, le Mouvement de défense paysanne) adhèrent au Front de l'Indépendance et se mettent à éditer leurs journaux. L'activité de presse clandestine entre alors dans une période faste. Alexandre Demoulin (alias « Clovis »), qui succède à Charlier comme chef de secteur, intensifie encore la diffusion de la presse clandestine²³. Fin mars 1944, alors que Clovis est activement recherché par les Allemands (il sera arrêté en juillet de la même année et mourra en déportation), le comité national charge Émile Brose de réorganiser le FI, en perte d'effectifs (de nombreux membres ayant rejoint l'Armée Secrète). C'est ainsi que sont créées les Milices patriotiques (juin 1944) et des comités de Libération locaux destinés à préparer l'heure H en coordination avec les autres mouvements armés (Armée secrète et Groupe G). À nouveau, l'importance de la presse clandestine apparaît clairement et Brose veille à son développement. La presse-propagande constitue d'ailleurs un des trois domaines d'action (aux côtés des départements « contact national » et « vivres et finances ») du comité exécutif régional ; il relève de la compétence d'André Glaude²⁴.

La Résistance Belge (juillet 1944), journal publié par le Front de l'Indépendance. Coll. IHOES.

Les organes officiels du FI et de Solidarité

La Résistance belge, l'organe officiel des Fédérations du FI de Huy-Waremme-Andenne, paraît mensuellement, de juin 1943 à la fin de la guerre. Il s'étend à la fédération d'Ourthe-Ambève à partir de septembre 1943. Créé par Charlier, Gathy et André Glaude, ce clandestin est dans un premier temps ronéotypé (les deux premiers numéros) puis imprimé (d'abord chez Jules Delcominette, imprimeur à Amay, puis à Hannut). Diffusé en moyenne à 4000 exemplaires²⁵, il comporte au total quatorze²⁶ numéros qui fournissent des informations sur les actions de résistance (grèves, sabotages, représailles contre les traîtres) menées dans la région²⁷, appellent les Belges à l'action en vue du soulèvement national et livrent des renseignements d'ordre international²⁸. On y trouve également des listes de souscription et même une petite revue de presse des principaux organes clandestins²⁹.

Au cours de l'été 1943, paraissent deux mensuels édités par le comité régional Huy-Waremme de Solidarité. *L'Entr'Aide* est fondé en juin 1943 par Émile Brose et André Glaude qui se charge par ailleurs de sa rédaction. Ronéotypé puis imprimé (à 2000 exemplaires) chez l'imprimeur Delcominette, il compte au total 5 numéros³⁰ et est diffusé jusqu'à juillet 1944. Le second, *Bulletin intérieur de Solidarité*, connaît une existence bien plus brève. *Le Guide de la presse clandestine en Belgique* ne recense qu'un numéro retrouvé, datant de juillet 1943³¹ mais les collections de l'IHOES recèlent un numéro stencilé d'août 1943 (et non numéroté) qui débute par des excuses pour « le retard apporté à la réparation de notre bulletin intérieur », justifié notamment par la publication depuis juin du journal *L'Entr'Aide*³². Cette formulation est étrange, puisque la plupart des clandestins sont mensuels. Elle pourrait néanmoins signifier que *Le Bulletin intérieur* a commencé à paraître avant juillet 1943 ou que sa fréquence de parution était plus grande. Le numéro conservé à l'IHOES appelle les représentants locaux de Solidarité à transmettre des informations et des suggestions avant le 28 de chaque mois en vue de leur publication dans *L'Entr'Aide* et avant le 10 de chaque mois pour publication dans *Le Bulletin intérieur*.

Les organes destinés aux agriculteurs

Créée, le 27 août 1940 par arrêté du Secrétaire général de l'Agriculture et du Ravitaillement, la Corporation nationale de l'Agriculture et de l'Alimentation (CNAA) règlemente la production et la distribution des produits agricoles. Après avoir imposé un plan de recensement des cultures et de l'élevage, cette organisation oblige peu à peu les paysans à payer une cotisation, met en place des plans de production (imposition de la culture du colza en 1943, regroupements dans l'industrie laitière) et lance des ordres de réquisition. La réponse paysanne ne se fait pas attendre : dès 1941, une résistance se manifeste sous la forme de petits Comités de défense paysanne, créés par des paysans proches du Parti communiste et du FW (qui se transformeront à la fin de la guerre en Mouvement de Défense paysanne – MDP et s'affilieront au FI). Ces comités de défense poussent les agriculteurs à désobéir aux injonctions du CNAA et appellent à des actes de résistance.

Région essentiellement agricole, l'arrondissement de Huy-Waremme est bien sûr le théâtre d'une résistance organisée qui se manifeste notamment par de nombreux incendies de récoltes de paille et de colza. La presse clandestine locale à destination spécifique des agriculteurs apparaît par contre assez tardivement et de manière limitée : nous avons mentionné précédemment le périodique *M.D.P.*, publié par les communistes à partir de 1944. On trouve également mention en 1944 de deux numéros du *Pays hesbignon*, organe du MDP pour la Hesbaye (mais dont le lieu précis d'édition est inconnu) et d'un numéro unique de *La Voix de la Terre*, organe régional mensuel du MDP publié dans la région de Huy-Waremme, selon Jean Dejardin, mais qui est mentionné par José Gotovitch comme le successeur du principal organe de défense paysanne, *Le Paysan*, édité par le PC de Liège, de janvier 1941 à août 1943 et largement diffusé dans les diverses régions francophones³³.

Les journaux des Comités de lutte syndicale

Lors du Comité central de janvier 1941, les communistes avaient appelé les travailleurs à constituer des comités d'usine clandestins. Ces comités de lutte syndicale (CLS) se multiplient dans les diverses entreprises, ateliers, charbonnages et administrations publiques et nombre d'entre eux publient leur propre journal clandestin dans le but de pousser les travailleurs à s'unir, à s'armer et à combattre. Ils appellent au ralentissement de la production par le moyen de la grève et du sabotage. Lors de la constitution du FI en 1942, les CLS deviennent une de ses composantes. Dans son témoignage consacré aux Milices patriotiques d'Andenne, Jean Bertrand mentionne qu'il était chargé de coordonner les CLS qui se sont multipliés à partir de mai 1941 dans les diverses entreprises de la région d'Andenne (Pégar, Brison, Charbonnages de Gives...) et cite trois titres : *Le Bulletin d'entreprise* de chez Pégar, *Le Bulletin du militant* et *La Lutte syndicale*³⁴. Comme nous l'avons vu précédemment le premier de ces

organes est antérieur à la formation des CLS. Quant au *Bulletin du militant*, le répertoire de Gotovich renseigne qu'il s'agit d'un organe du Comité fédéral liégeois du PSB³⁵. Le premier journal CLS en région hutoise est *La Lutte syndicale : journal de la Fédération Huy-Waremme des Comités de lutte syndicale* qui paraît au printemps 1943³⁶. Il s'agit d'un journal imprimé, diffusé dans de nombreuses usines de la région. La vocation de rassembler les travailleurs des divers secteurs apparaît clairement. Ainsi, par exemple, le numéro 2 appelle-t-il ceux-ci à s'unir malgré les tentatives sournoises de division par l'Occupant et annonce-t-il une fédération prochaine des CLS des entreprises, chantiers et usines de la région Huy-Waremme. Les articles entendent informer sur la situation dans les divers secteurs : ils annoncent le rejet de la journée de 9 heures aux boulonneries d'Ampsin, dénoncent les exactions du directeur technique Tollet aux ateliers Pégard, avertissent les métallurgistes de la mainmise de l'Union des travailleurs manuels et intellectuels (UTMI) sur la mutualité de leur Fédération, exhortent enfin tour à tour les cheminots à refuser l'augmentation du nombre d'heures, les mineurs à diminuer la production, les femmes à refuser le travail obligatoire.

À partir d'octobre 1943, paraît un autre journal d'entreprise : *Solvay Liberté* dont nous savons peu de choses, un seul exemplaire (ronéotypé) ayant été retrouvé.

Entre avril et juillet 1944, sous l'impulsion du communiste René Klutz, la presse CLS se développe particulièrement : quatre journaux de Comités de lutte syndicale (CLS) voient le jour. Ces journaux ronéotypés sont placés sous la responsabilité de Fernand Jeunehomme et rédigés par René Klutz. Ils ont pour nom *Le Carrier mosan* (diffusé dans les carrières de la Meuse sur l'arrondissement de Huy), *Le Four* (destiné aux céramistes d'Andenne et d'Amay), *La Lutte métallurgiste* (des CLS des usines métallurgiques de Huy, Waremme et Andenne)³⁷ et *La Hesbaye ouvrière*³⁸, qui succède à *La Révolte* et dont trois numéros paraissent jusqu'à la fin de la guerre³⁹.

Les autres journaux

À côté de la presse communiste et des journaux publiés par le Front de l'Indépendance et Solidarité, apparaissent d'autres organes notamment à destination des jeunes.

La presse des jeunes

Deux publications, pour lesquelles, nous disposons de peu de renseignements émanent des groupes politiques de jeunes. De *La Revue des cadres*, périodique d'éducation des Jeunes Gardes socialistes de Huy-Waremme ne subsiste qu'un numéro non daté⁴⁰. Il convient de souligner que ce journal semble être le seul clandestin de tendance socialiste publié dans la région pendant la Seconde Guerre mondiale. Cette information ne manque pas d'étonner, puisque existait à Waremme un groupe de militants socialistes actifs qui, sous la houlette d'Edmond Leburton et d'Albert Morsa, avaient répondu à l'appel lancé au cours de l'été 1940 par René Delbrouck et Charles Rahier en vue de reconstituer clandestinement un parti socialiste au niveau provincial. Il est également surprenant que le syndicat clandestin des services publics constitué par Leburton, Rongvaux, Ros et Delarge n'ait pas jugé bon de se doter d'un organe de presse spécifique⁴¹. Cela s'explique peut-être par la bonne diffusion de la presse socialiste liégeoise au sein de la province (cf. infra).

Le second journal à destination des jeunes est *L'Avant-Garde*. Fondé début 1942, il constitue l'organe des Jeunes Gardes socialistes unifiées de Huy-Waremme-Andenne, mouvement qui regroupe les jeunes socialistes et communistes, et paraît de manière irrégulière jusqu'à la Libération, avec un tirage variant entre 400 et 2500 exemplaires. Les interprétations divergent cependant quant au nombre de numéros parus⁴². La distribution de *L'Avant-garde* s'effectue via les ramifications du mouvement dans la plupart des villages de Hesbaye et du Condroz⁴³. Les fondateurs sont Laurent Simon qui en est le rédacteur en chef, Albert François, corédacteur qui se charge de l'édition et de la diffusion, et André Delfosse. Ce dernier était, avant l'Occupation, secrétaire des JGS à Vierset-Barse et est désigné en 1941 comme secrétaire fédéral du Rassemblement national de la Jeunesse, rattaché au FW puis au FI. De manière assez étonnante, André Delfosse ne fait pas mention de *L'Avant-Garde* dans son témoignage sur l'action du FI dans le Condroz⁴⁴.

Les journaux royalistes émanant de groupements de Résistance

Le Canard déchainé. Collectionne, sous le Pont des Arches, les histoires qu'il faut répéter. Contrairement à ce que son titre pourrait laisser penser, ce clandestin n'est pas originaire de Liège mais de Stockay-Saint-Georges. Fondé fin 1940 par les comtes Edouard et Charles d'Oultremont, il paraît mensuellement sous forme ronéotypée de fin 1940 jusque probablement septembre 1942 et se définit comme royaliste : « Je veux mettre notre journal dès son premier numéro, sous l'égide d'une grande femme de chez nous, d'une jeune fille belge qui est morte il y a 25 ans, fusillée par ces barbares en criant dans un dernier souffle « Vive le roi, vive la Belgique » [...] Je parle de Gabrielle Petit ; et je le fais avec le respect du (sic) à sa mémoire. Belges ! cette femme a poussé l'amour de la Patrie jusqu'au sacrifice suprême. Comme elle, nous sommes prêts à crier : VIVE LE ROI, VIVE LA BELGIQUE »⁴⁵. Comportant de quatre à six pages, *Le Canard déchainé* mêle articles dénonçant la propagande allemande, courtes dépêches internationales et blagues tournant l'ennemi en dérision.

X9 Journal porte comme sous-titre *Journal de combat de la Brigade blanche, section renseignement et section punitive belge*. Aussi, Vincent Pajera le rapproche-t-il d'Arthur Derwa (alias « Zorro »). Ce marchand de bestiaux originaire de Bergilers crée, en octobre 1942, la Section punitive belge, un commando spécial de 80 hommes (parmi lesquels de nombreux prisonniers de guerre russes évadés) qui, bien que rattaché à l'Armée secrète (zone IV, secteur V, refuge Plie), mène ses actions de manière autonome. Couvrant un territoire de 21 villages hesbignons⁴⁶, il fait la chasse aux traîtres, collaborateurs et autres gestapistes, prépare les parachutages d'armes et exécute des sabotages. Deux numéros de *X9 Journal* (à savoir les numéros 144 et 145) ont été retrouvés, ils datent d'août et de septembre 1943. Le numéro 144 revendique le titre de « bandits » dont l'occupant affuble les résistants :

« Nous les bandits sommes fiers et nous sommes forts
 Nous les bandits nous savons ce que nous voulons et nous ferons ce que nous voulons.
 Nous les bandits, nous sommes prêts.
 Ces trois phrases les "vrais belges" les comprennent, ils savent ce qu'elles signifient
 Malheur à celui qui n'en saisi (sic) pas le sens »⁴⁷.

Certes, la presse « libre » comprend nettement, mais elle préfère salir et jeter le trouble et surtout elle doit suivre ou mieux COLLABORER aux ordres qu'elle reçoit. Il est un argument qu'aujourd'hui nous ne pouvons réfuter. Il est normal que pour certaines choses nous observions le silence. Cet argument restera toujours jusqu'à la fin de la guerre. Les polygraphes de l'ordre nouveau pourront toujours y avoir recours. Peu importe, nous acceptons la boue. Quand nous déciderons de relever le défi, ce ne sont pas les plumes et les stylos qui nous arrêteront.

Il suffit.

Que partout en notre pays l'on retienne notre conclusion :

NOUS LES BANDITS

NOUS LES BANDITS, nous sommes fiers et nous sommes forts.

NOUS LES BANDITS, nous savons ce que nous voulons, et nous ferons ce que nous voulons.

NOUS LES BANDITS, nous sommes prêts.

Ces trois phrases les « vrais belges » les comprennent, ils savent ce qu'elles signifient.

MALHEUR A CELUI QUI N'EN SAISI PAS LE SENS.

I N S T R U C T I O N S
 Q U A R T I E R G É N É R A L

Je communique à la population les Instructions suivantes :

I. CONSTITUTION des DOSSIERS.

J'invite la population à constituer des dossiers en accumulant toutes les preuves nécessaires sur :

A) Les agents belges au service de la Gestapo.
 B) Les membres des organisations ordre nouveau à savoir les Rexistes, les Gardes Wallonnes, les Membres de l'A. G. R. A., les Membres de la Légion Wallonie, les Membres des Waffen S.S. etc.
 C) Les Collaborateurs de l'ennemi sous quelque forme que ce soit.

II. AVIS IMPORTANT aux PILLEURS.

Vu le nombre croissant d'actes de banditisme, qui n'ont d'autres buts que l'intérêt personnel, je décrète :

1) Que toute personne, invoquant le patriotisme pour accomplir des actes répréhensibles pour son propre profit, (vols de bijoux, pillage des fermes ou maisons particulières, incendies sauf le colza et le lin, vol à la tire, etc. .) sera dénoncée par mes services à la Justice BELGE.

2) Si cette mesure ne suffit pas, ordre sera donné à mes services, d'exécuter sans avertissement les délinquants.

D'autre part, j'avertis le producteur, qu'il est de son devoir de coopérer dans toute la mesure de son possible, au ravitaillement et à l'entretien des réfractaires aux ordonnances Allemandes. S'il méconnaissait ce devoir, ordre serait donné à mes services, de lui infliger une punition exemplaire.

TOUTE PERSONNE ABUSANT DE L'INDICATIF D'UN DE MES SERVICES, SERA CONDAMNÉE A MORT par LE COMITÉ JUDICIAIRE ET EXÉCUTÉE SANS AVERTISSEMENT.

X 9

CHEF de LA BRIGADE BLANCHE.
 SECTION PUNITIVE BELGE

S'ensuivent des instructions à la population, l'enjoignant de constituer des dossiers de preuves contre les agents belges au service de la Gestapo, les membres des organisations ordre nouveau et les collaborateurs en général et des menaces envers tout qui se livrerait à des vols pour son propre profit.

Afin d'être complet, il nous faut enfin mentionner *Bataillon Blanc*, un petit journal publié à Amay par un groupe homonyme. Fondé en juillet 1943 par un employé, Henri Pirard, il serait paru jusqu'en juin 1944. Nous n'avons néanmoins pas pu déterminer l'orientation de ce journal ni le public spécifique qu'il visait.

Diffusion d'autres journaux clandestins

Nous nous sommes bornés ici à effectuer un aperçu de la presse clandestine produite dans la région de Huy-Waremme-Andenne. Avant de clore cette étude, il importe de préciser que de nombreux autres journaux clandestins, organes nationaux ou des régions voisines, ont eux aussi été diffusés dans la région.

Ainsi, dans leur livre consacré à la presse clandestine de Seraing, Micheline Zanatta, Lily Rochette-Russe et Jeanne-Marie Noiroux nous apprennent que Valère Lemaire réceptionnait à Liège 600 exemplaires de *La Libre Belgique* dont quelques-uns étaient destinés aux milieux estudiantins à Bas-Oha et à Vaux-Borset. Ce réseau était également utilisé pour la *Churchill Gazette* qui connaissait par ailleurs une diffusion en région hutoise et dans le Condroz (une antenne du quotidien existant même à Seny)⁴⁸. Les papiers Goffin comportent d'ailleurs une liste de neuf personnes (dont deux facteurs et une perceptrice des postes) ayant participé à la propagande de *Churchill Gazette* dans cette entité⁴⁹.

Les archives de Théo Dejace contiennent des informations quant à la diffusion des journaux. Une note indique que 300 exemplaires du premier numéro de *La Meuse* (paru en octobre 1941) doivent être envoyés à la Fédération de Huy, « avec mission d'en répartir la diffusion entre les Intell. [intellectuels antifascistes], les Com. [communistes], les Angloph. [anglophiles] et les Wallons [Wallonie Libre, membres fondateurs du FW]⁵⁰. Les mêmes archives mentionnent que le n°11 du *Drapeau rouge* a été diffusé à 500 exemplaires et les numéros suivants à 1000 exemplaires⁵¹. Une liste postérieure d'organes à transmettre à Huy fait part quant à elle de 500 RM [Radio Moscou], 500 Jse Nouvelle [*Jeunesse Nouvelle*], 600 Mse [*Meuse*], 400 Pay [*Paysan*], 1000 DR [*Drapeau rouge*]⁵².

Enfin, la section d'Andenne du Front de l'Indépendance signale qu'elle a reproduit et diffusé de nombreux journaux clandestins dont *La Voix des femmes* (100 par mois), *Le Drapeau rouge* (350 par mois), *La Meuse*, *La Voix des Belges*, *Jeunesse nouvelle*, le faux *Soir* et le faux *Signal*⁵³.

La presse socialiste liégeoise est, elle aussi, largement diffusée dans la région : Ainsi, 90% du tirage du *Monde du Travail* (soit 400 exemplaires en juin 1940, 10 000 en juin 1941 et 35 000 à la fin de l'occupation !) est écoulé dans la seule province de Liège, divisée en neuf secteurs (dont ceux de Huy et de Waremme)⁵⁴.

Combattre, l'organe officiel de la CGTB (Confédération générale des syndicats libres de Belgique) dirigé par Joseph Bondas (et rebaptisé *Vaincre* en septembre 1941) trouve lui aussi une partie de son lectorat dans la région. L'imprimerie coopérative de Huy constitue d'ailleurs le second lieu d'impression de ce clandestin (après Seraing et avant Ougrée). À partir du troisième numéro, *Combattre* est tiré à 3000 exemplaires, dont 200 à destination de Huy. *Vaincre* atteindra quant à lui 5000 exemplaires dont 250 sont dévolus à la cité mosane⁵⁵.

La Section punitive belge, commandée par Arthur Derwa, se chargeait de diffuser non seulement son propre journal (*X9 Journal*) dans les villages hesbignons sous son contrôle, mais aussi *La Résistance belge*, *Churchill Gazette*, *La Meuse*, *Le Nord du travail*, *La Libre Belgique*, *L'Insoumis* et *Le Coq wallon*⁵⁶.

Qui étaient les résistants par la presse clandestine ?

Pour des raisons de clarté, nous nous sommes limités tout au long de cet article à ne citer que les noms des fondateurs et principaux responsables des organes clandestins évoqués. Il serait évidemment erroné de limiter la presse clandestine à ces seules personnes et il convient de rendre hommage également à tous les « anonymes » qui ont participé à la rédaction de cette presse et plus encore à sa diffusion. Nos recherches nous ont permis de répertorier près de 270 personnes actives dans la presse clandestine dans la région de Huy-Waremme-Andenne⁵⁷. Les renseignements à notre disposition sont malheureusement trop lacunaires pour espérer dresser un portrait sociologique précis du résistant par la presse clandestine. Néanmoins, on remarquera que

plus de 21% d'entre eux sont des femmes⁵⁸ et qu'on y compte de nombreux jeunes. Par ailleurs, il convient de souligner le danger réel que représente la participation à la presse clandestine puisque l'Occupant n'hésite pas à déporter en camp toute personne impliquée dans ce type d'activités. Bien qu'il soit difficile de déterminer les raisons exactes de leur arrestation (la plupart des résistants par la presse exerçant souvent leurs activités dans plusieurs types de résistance à la fois), on peut remarquer qu'au moins seize personnes de notre liste ont été arrêtées par les Allemands et la moitié d'entre elles ont payé de leur vie leur engagement contre le fascisme⁵⁹.

Conclusion

À l'heure où la liberté d'opinion semble si naturelle dans les pays occidentaux, il importe de rappeler le rôle essentiel joué par la presse et les autres moyens d'information (notamment l'internet) comme garants de la démocratie. Le « quatrième pouvoir » est pourtant une statue aux pieds d'argile : soumis parfois à des restrictions imposées par les pouvoirs politiques et religieux, il est menacé de l'intérieur par des considérations économiques, tout aussi néfastes. Dans un contexte de résurgence des idéologies extrémistes politiques et religieuses, il est indispensable de garder en mémoire les leçons de notre histoire récente. Dans cette époque sombre où un régime liberticide est parvenu, avec une facilité effarante, à contrôler les moyens d'information et à les transformer en outil de propagande, de nombreux combattants de l'ombre ont mis leur vie en péril pour défendre la liberté de penser autrement. Ils s'appelaient notamment René Klutz, Victor Thonet, Albert François, Laurent Simon, Georges Delloye... Ils ont ouvert la voie à Edward R. Murrow, Shi Tao et Anna Politovskaïa... Sachons prendre exemple sur eux et défendre, chacun à notre niveau et avec nos moyens, le droit de tous à la justice, à l'égalité et à la tolérance. C'est grâce à notre vigilance constante en vue de dénoncer toute dérive antidémocratique que nous parviendrons à éviter que le bruit des bottes ne couvre un jour à nouveau l'expression libre des opinions.

Notes

¹ Aux côtés de *Les Hommes du président* (*All the President's men*) d'Alan J. Pakula en 1975 consacré au déballage de l'affaire du Watergate par deux journalistes, Woodward et Bernstein.

² *Classement mondial de la liberté de la presse*, sur le site de Reporters sans frontières [en ligne] <http://www.rsf.org> (site consulté le 16 novembre 2006).

³ RAMONET, Ignacio, *Le Cinquième Pouvoir*, octobre 2003, sur le site du *Monde diplomatique* [en ligne] <http://www.monde-diplomatique.fr> (site consulté le 16 novembre 2006).

⁴ En réponse à l'écrivain Kåre Bluitgen qui se plaignait qu'aucun artiste n'osait illustrer le livre pour enfants qu'il venait de consacrer à Mahomet, le journal conservateur danois Jyllands-Posten lance un appel à la fédération des dessinateurs indépendants du Danemark en vue d'obtenir des caricatures du prophète. Douze artistes répondent présents et les caricatures sont publiées le 30 septembre 2005 en illustration d'un article sur la liberté de la presse et l'autocensure. Cette publication suscite un tollé au sein du monde musulman au Danemark et le journal reçoit des menaces de mort. Divers journaux étrangers publient à leur tour les dessins litigieux entraînant une déferlante de manifestations, de condamnations et d'appels à la vengeance du monde musulman et suscitant un profond débat sur la liberté de la presse.

⁵ Encore faut-il rappeler que l'accès à la toile est limité à une minorité de privilégiés puisqu'il présuppose un degré d'alphabétisation et des moyens financiers hors d'atteinte d'une grande partie de la population des pays émergents (les statistiques mondiales indiquent qu'en 2004, seul 14 % de la population mondiale bénéficiait d'un accès à internet – cf. tableau statistique, in site du World Bank Group [en ligne] <http://devdata.worldbank.org>, consulté le 16 novembre 2006). Par ailleurs la toile est elle aussi aux mains de véritables empires commerciaux qui n'hésitent pas à faire passer le profit avant l'éthique. Ainsi, afin de ne pas devoir renoncer à un marché chinois en pleine ouverture, le leader de l'informatique, Microsoft, a-t-il accepté de limiter l'accès des internautes chinois à certaines informations. Le portail internet chinois de Microsoft interdit d'effectuer des recherches sur des mots comme « démocratie » et « liberté » dans certaines parties de son site Web. Plus grave encore, Yahoo a récemment fourni aux autorités des dossiers de surveillance qui ont permis l'arrestation et l'incarcération de dissidents (dont le journaliste Shi Tao).

⁶ Le 31 décembre 1943 à l'aube, un commando de 17 hommes (recrutés au sein des Brigades Service Spécial du FI de Villers-le-Temple, de Statte et de Vierset-Barse et dirigés par Xavier François, alias Ali) prennent d'assaut la prison de Huy et libèrent 16 prisonniers politiques (dont 7 devaient être transférés le jour même à la Citadelle de Liège afin d'y être fusillés). Ce coup de force connaît un retentissement énorme en Belgique et à l'étranger, au point que des journaux anglais et américains lui consacrent quelques lignes. Pour en savoir plus sur cet événement, nous renvoyons à l'interview de Micheline Thonet conservé à l'IHOES et aux récits qu'en font PAJERA, Vincent, *La Résistance dans la région de Huy-Waremme durant la Seconde Guerre mondiale (1940-1944)*, mémoire en vue de l'obtention du titre de licencié en histoire, Liège, 1994, pp. 169-173 ; GOYENS, Valérie, *Étude d'un aspect de la Résistance en région hutoise : l'armée secrète*, mémoire en vue de l'obtention du titre de licenciée en histoire, Liège, 2003, pp. 95-97.

⁷ Le champ géographique de la présente étude se concentre sur l'arrondissement de Huy-Waremme. Néanmoins, nous y avons inclus les données relatives à Andenne qui, bien que relevant de l'arrondissement de Namur, est distant de seulement 12 kilomètres de Huy et a régulièrement été intégré dans la zone de diffusion des journaux clandestins.

⁸ GOTOVITCH, José (sous la direction de), *Guide de la Presse Clandestine de Belgique*, Bruxelles, Centre de recherches et d'Études historiques de la Seconde Guerre mondiale, 1991, 216 p. Cet ouvrage constitue un relevé des journaux clandestins conservés dans les archives du Centre d'Études et de Documentation Guerre et Sociétés contemporaines et les Archives du Parti communiste de Belgique.

⁹ DUJARDIN, Jean, *Inventaire des publications périodiques clandestines (1940-1944) de la Province de Liège* in *Cahiers d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, Bruxelles, Pierre De Meyere, 1967, pp. 34-94.

¹⁰ Dujardin cite les trois derniers titres d'après *Le Répertoire des journaux clandestins* ronéotypé en 1958 par le ministère de la Santé publique et indique que *Le Courrier Mosan* et *Solidarité* pourraient résulter d'une confusion avec des titres proches (à savoir, *Le Courrier de la Meuse* publié à Liège et *L'Entraide*). Il convient de noter que la liste des journaux clandestins 1940-1944 publiée dans *Le livre d'or de la Résistance* comporte à la fois *Solidarité*, *Le Carrier mosan* et *Le Courrier mosan* (voir *Livre d'or de la Résistance*, Bruxelles, s.d. [1948], pp. 76-81). Par ailleurs, un témoignage de Jean Bertrand et deux témoignages de René Klutz mentionnent *Le Courrier mosan* parmi les organes des CLS (sans pourtant citer *Le Carrier mosan*). Voir IHOES, Fonds FI/PA Huy-Waremme, BERTRAND, Jean, *Les milices patriotiques d'Andenne*, in *Front*, s.d. ; IHOES, Fonds Théo Dejace, Boîte CLS 2/1, Farde 2.1.3.2 : témoignages personnels, *Biographie de René Klutz : une page d'histoire de la Résistance syndicale*, minute dactylographiée, 23 mai 1977, 3 pages (publié dans *Chroniques de la Résistance du Front de l'Indépendance*, n°5, Liège, 1977, pp.28-33) ; IHOES, Fonds Théo Dejace, Dossiers biographiques, Farde René Klutz, *Rapport de M. René Klutz sur son activité dans le domaine de la « presse clandestine »*, minute dactylographiée, s.d., 2 pages. Dans ce dernier document, Klutz qualifie *Le Courrier mosan* de « général C.L.S. » et indique qu'il a connu deux ou trois tirages à quelques centaines d'exemplaires.

¹¹ GOTOVITCH, José, *Du rouge au tricolore. Les communistes belges de 1939 à 1944*, Bruxelles, Labor (Archives du futur/Histoire), 1992, pp. 260-261.

¹² René Klutz (Holloigne-aux-Pierres, 10 septembre 1909 – Liège, 19 décembre 2002). Enseignant liégeois, Klutz est président local JGS et secrétaire local du PES. En 1940, il maintient, avec Théo Dejace et Ernest Burnelle, la section liégeoise du syndicat malgré l'ordre de dissolution de l'occupant et s'implique rapidement dans la presse clandestine. En 1941, il crée les Comités de Lutte syndicale des Services publics qu'il représentera par la suite au comité régional du FI. Cofondateur de l'Intersyndicale, il est envoyé en février-mars 1944 à Huy pour y remplir les fonctions de secrétaire d'organisation du PC, puis de secrétaire politique. Après la guerre, il devient secrétaire national du secteur enseignement de la CGSP.

¹³ *L'Espoir* paraît de novembre 1940 à août 1944, soit 59 numéros. Les numéros datant de la période 1940 jusqu'à la mi-1942 et de janvier à juin 1944 sont ronéotypés ; les autres numéros sont imprimés par l'Imprimerie coopérative de Huy et par Isidore De Decker.

¹⁴ Victor Thonet (plus connu sous le nom de Joseph Thonet), est né à Huy le 22 janvier 1883. Membre de la jeune garde socialiste de Huy de 1897 à 1921, il est en 1903 le délégué des JGS à la fédération hutoise du POB. Secrétaire de cette fédération à partir de 1906, il s'occupe activement de propagande syndicale. Membre consultatif du Comité de Secours et d'Alimentation au cours de la Première Guerre mondiale, il est arrêté en 1915 et déporté. Après sa libération, il rentre à Huy et participe à la création du cercle l'Ère Nouvelle qui deviendra le groupe des Amis de l'Exploité. Il démissionne du POB le 21 décembre 1920 et fonde la section hutoise du parti communiste. Député permanent, il s'engage au cours de la Seconde Guerre mondiale dans l'Armée belge des Partisans dont il coordonne les unités dans la région de Huy-Waremme. Obligé d'entrer en clandestinité en juin 1941, il devient chef d'État-Major pour la province de Hainaut.

Son fils Victor, ancien lieutenant des Brigades internationales au service de la république espagnole, est secrétaire fédéral du Parti communiste. Il est nommé Commandant du Corps de Charleroi de l'Armée Belge des Partisans. Arrêté par les Allemands, il est fusillé le 20 avril 1943 au Tir national.

¹⁵ GOTOVITCH, José (sous la direction de), *op. cit.*, p. 39 ; DUJARDIN, Jean, *op. cit.*, p. 53.

¹⁶ L'analyse des cinq exemplaires de *L'Espoir* détenus dans les collections de l'IHOES (à savoir les n°s 50-51-55-57 et 58 s'échelonnant de janvier à juillet 1944) témoigne de cette baisse d'intérêt pour la paysannerie. La majorité des articles de ces journaux est consacrée à la situation dans les usines et charbonnages de la région et appelle à réduire la production, tandis que seuls quatre articlets traitent de la situation des fermiers : il s'agit de l'annonce de la formation d'un Comité de défense paysanne à Waleffes (*L'Espoir*, n°50, janvier 1944, p. 3) d'appels aux fermiers patriotes (*L'Espoir*, n°51, avril 1944, p. 3 et *L'Espoir*, n°55, mai 1944, p.3) et de félicitations à l'occasion du bilan désastreux de la campagne de réquisition des barbelés (*L'Espoir*, n°55, mai 1944, p.3). Ce désintérêt résulte peut-être de l'implication de René Klutz, moins au fait des questions rurales. Ce dernier fait part dans son témoignage de ce que la configuration sociale dans la région de Huy, avec sa population rurale prédominante diffère fort de celle du bassin industriel liégeois. (IHOES, Fonds Théo Dejace, *Biographie de René Klutz : une page d'histoire de la Résistance syndicale*, publié dans *Chroniques de la Résistance du Front de l'Indépendance*, n°5, Liège, 1977, p.32)

¹⁷ IHOES, Fonds Presse Clandestine, *L'Organisateur*, n°1, oct. 1943, 4 p.

¹⁸ GOTOVITCH, José (sous la direction de), *op. cit.*, p. 81.

¹⁹ IHOES, Fonds Front de l'Indépendance, Presse syndicale d'Andenne, *Fédération nationale des journaux clandestins du FI – Canton d'Andenne – historique de la presse clandestine d'Andenne*.

²⁰ BROSE, Émile, *Histoire du F.I. de Huy-Waremme*, in *Chroniques de la résistance du Front de l'Indépendance*, n°5, Liège, septembre 1977, pp. 34-53.

²¹ Émile Brose cite notamment l'*Intelligence Service* qui se charge de récolter des renseignements militaires ; le Service social des Chasseurs ardennais mené par le Lt Rassart qui jette les bases de petites unités préfigurant les futures sections du Front de l'Indépendance ou groupes de l'Armée secrète ; les Anciens combattants socialistes unifiés (ADAC) ; la branche ultranationaliste de la Légion nationale ; la loge maçonnique qui, grâce à ses contacts avec les Francs-Maçons allemands, rend d'importants services à la Résistance ; le Groupe de l'Espoir composés d'intellectuels apparentés au PC et les Jeunes Gardes socialistes unifiées (dans lesquelles officie ea Victor Thonet). À ces groupes viennent s'ajouter les actions des partis politiques (surtout du PC), des syndicats ouvriers et les manifestations des femmes en faveur d'un meilleur ravitaillement et le rapatriement des prisonniers wallons).

²² JADIN, Rose, *Témoignage* in *Chroniques de la résistance du Front de l'Indépendance*, n°6, septembre 1979, p. 50.

²³ Il fait passer le nombre d'exemplaires de *La Résistance belge* de 320 en juillet à 1100 en septembre. Cf. IHOES, Dossiers biographiques, Farde Alexandre Demoulin, courrier du 30 juillet 1943 et *Rapports sur activité du mois d'août 1943. Secteur Huy*.

²⁴ BROSE, Émile, *Histoire du F.I. à Huy-Waremme* in *Chroniques de la résistance du Front de l'Indépendance*, n°7, Liège, septembre 1981, pp.27-30.

²⁵ L'historique de la presse clandestine d'Andenne mentionne pour sa part que *La Résistance Huy-Waremme-Andenne* a été imprimé à 2000 exemplaires par mois à Ohey, de 1943 à la Libération. Cf. IHOES, Fonds Presse Clandestine, Dossier Presse Clandestine Divers, Farde Presse clandestine d'Andenne, *Histoire de la presse clandestine d'Andenne – Fédération nationale des journaux clandestins du FI – Canton d'Andenne*.

²⁶ J. Dujardin mentionne que le numéro 12 a été imprimé à Hannut et à Andenne (DUJARDIN, Jean, *op. cit.*, p.75). Il convient de remarquer à ce propos que les collections de l'IHOES renferment deux numéros différents de *La Résistance belge* imprimés en juillet 1944 et reprenant identiquement le même texte (dont un *Épithète pour Hitler-l'Invincible*). L'un d'eux comporte le numéro 12, tandis que le second n'est pas numéroté. Il s'agit vraisemblablement des deux éditions mentionnées par Dujardin.

²⁷ Le numéro 8 comporte notamment un bilan des actes de patriotisme accomplis en Ourthe-Amblève au cours de l'année 1943 et un article relatant le coup de force mené par les Partisans armés à la prison de Huy le 31 décembre 1943 (IHOES, Fonds Presse clandestine, *La Résistance belge*, n°8, janvier 1944, pp. 2-4).

²⁸ Sous la rubrique intitulée *Chronique internationale*, un article du numéro 7 traite de la Conférence de Moscou (IHOES, Fonds Presse clandestine, *La Résistance belge*, n°7, décembre 1943, pp.3-4).

²⁹ L'article *Les Patriotes écrivent* rapporte l'épisode du faux *Soir* et résume le contenu des derniers numéros de *Front*, *Le Paysan*, *Churchill-Gazette*, *Le Drapeau rouge* et *La Libre Belgique* (IHOES, Fonds Presse clandestine, *La Résistance belge*, n°7, décembre 1943, p. 3).

³⁰ DUJARDIN, Jean, *op. cit.*, p.52 ; GOTOVITCH, José, *op. cit.*, p. 37. Ce dernier indique que les trois premiers numéros (stencilés) n'ont pas été retrouvés. L'IHOES possède néanmoins dans ses collections une photocopie d'un exemplaire de *L'Entr'Aide* daté de juillet 1943 (4 pages), dont l'original se trouve au Musée national de la Résistance.

³¹ GOTOVITCH, José (sous la direction de), *op. cit.*, p. 19.

³² IHOES, Fonds Presse Clandestine, *Bulletin intérieur de Solidarité*, août 1943 (non numéroté), p. 1.

³³ DEJARDIN, Jean, *op. cit.*, p. 84 ; GOTOVITCH, José (sous la direction de), *op. cit.*, pp. 99 et 149.

³⁴ IHOES, FI/PA Huy-Waremme, BERTRAND, J., *Les Milices patriotiques d'Andenne* in *Front*, s.d.

³⁵ GOTOVITCH, José (sous la direction de), *op. cit.*, p. 18.

³⁶ Le Fonds d'histoire du mouvement wallon conserve le numéro 2, daté de juin 1943. L'historique de la presse clandestine d'Andenne mentionne cependant que *La Lutte syndicale* aurait commencé à paraître dès septembre 1940 sous une forme ronéotypée afin de compléter l'action du *Bulletin d'entreprise des Ateliers Marcel Pégard*. Sous la houlette de Jean Bertrand (alias Mathieu), responsable des cellules communistes d'entreprises à Andenne, de nombreux militants de diverses entreprises de la région (dont les Usines Pégard, les Produits réfractaires de Gives, les Carrières Brison de Seilles et les Fondeurs hutois) auraient collaboré à ce journal tiré à l'origine à 500 exemplaires. Une fois imprimé, son tirage serait passé à 3000-4000 exemplaires (cf. IHOES, Fonds Front de l'Indépendance, Presse syndicale d'Andenne, *Fédération nationale des journaux clandestins du FI – Canton d'Andenne – historique de la presse clandestine d'Andenne*). Aucun exemplaire ne subsiste du journal ronéotypé. Il est étonnant que le titre du journal dans sa version imprimée ne comporte plus de référence à Andenne qui constituait pourtant le premier lieu de publication du clandestin.

Par ailleurs, il convient de mentionner que Théo Dejace et après lui Jean Dujardin qualifient (à tort) *La Lutte syndicale* d'« organe des CLS des agents des Services publics affiliés au Front de l'Indépendance » et mentionnent qu'il aurait remplacé *La Révolte* (cf. DUJARDIN, J., *op. cit.*, p. 73 et IHOES, Fonds Théo Dejace, Boîte CLS 2.1, *Liste des clandestins CLS*, s.d., 9p.). Or *La Révolte* est clairement un journal du secteur industriel. La confusion vient peut-être d'un journal homonyme des CLS des secteurs publics publié en région bruxelloise. Cf. GOTOVITCH, José (sous la direction de), *op. cit.*, p.318.

³⁷ IHOES, Fonds Théo Dejace, *Biographie de René Klutz : une page d'histoire de la Résistance syndicale*, publié dans *Chroniques de la Résistance du Front de l'Indépendance*, n°5, Liège, 1977, p.32.

³⁸ GOTOVITCH, José (sous la direction de), *op. cit.*, p.53 ; IHOES, Fonds Théo Dejace, CLS 2.1, *Liste des clandestins CLS*, 9p.. Il convient néanmoins de noter que Klutz lui-même ne mentionne pas sa participation comme rédacteur à ce journal ni d'ailleurs à *L'Instructeur fédéral*.

³⁹ GOTOVITCH, José (sous la direction de), *op. cit.*, pp. 53 et 113.

⁴⁰ DEJARDIN, Jean, *op. cit.*, p. 76.

⁴¹ MESSIAEN, Jean-Jacques et MUSICK, Arlette, *Huy-Waremme* in coll. *Mémoire ouvrière. Histoire des Fédérations*, Bruxelles, PAC, 1985, pp. 85-87.

⁴² Dejardin mentionne au total 20 numéros (ronéotypés puis imprimés), tandis que Gotovitch ne renseigne qu'un seul numéro (stencilé) retrouvé. Cf. DEJARDIN, Jean, *op. cit.*, pp. 41-42 ; GOTOVITCH, José (sous la direction de), *op. cit.*, p. 6.

⁴³ PAJERA, Vincent, *op. cit.*, pp.52-53.

⁴⁴ DELFOSSE, André, *Le F.I. dans le Condroz* in *Chroniques de la résistance du Front de l'Indépendance*, n°5, septembre 1977, pp. 63-73.

⁴⁵ IHOES, Fonds Presse clandestine, *Le Canard déchainé. Collectionne, sous le Pont des Arches, les histoires qu'il faut répéter*, [n°1], s.d., p. 1.

⁴⁶ Bergilers, Crisnée, Foz, Grandville, Herstappe, Hodeige, Hognoul, Jeneffe, Kemexhe, Lamines, Lantremange, Lens-sur-Geer, Lowaige, Momalle, Oreille, Otrange, Pousset, Remicourt, Roloux, Thys, Velroux.

⁴⁷ IHOES, Fonds Presse clandestine, *X9 Journal. Journal de combat de la Brigade blanche, section renseignement et section punitive belge*, n°144, [août 1943], p.2.

⁴⁸ Neuf membres de *Churchill Gazette* sont répertoriés en région hutoise et trente-sept à Seny et dans le Condroz. Cf. ZANATTA, Micheline, ROCHETTE-RUSSE, Lily & NOIROUX, Jeanne-Marie, *La Presse clandestine de Seraing. 1940-1944*, Cuesmes, Éditions du Cerisier, 2006, p. 219.

⁴⁹ IHOES, Papiers Goffin, *Liste des personnes ayant participé à la propagande de Churchill Gazette* dressée par Maurice Toussaint.

⁵⁰ IHOES, Fonds Théo Dejace, Carton Presse 2/2, Farde Presse / Documents annexes 1941 (2.2.2/1-14), Sous -farde *La Meuse* n°1 (2.2.2/7).

⁵¹ IHOES, Fonds Théo Dejace, Carton Presse 2/2, Farde Presse / Documents annexes (2.2.2./1-14), Sous-farde DR (diffusion à Liège) n°11 à 16 (1942) (2.2.2./2).

⁵² IHOES, Fonds Théo Dejace, Carton Presse 2/2, Farde Presse / Documents annexes (2.2.2./1-14), Sous-farde Trésorerie secteur 8 et notes et commandes diverses (2.2.2./14).

⁵³ IHOES, Fonds Front de l'Indépendance, Presse syndicale d'Andenne, *Fédération nationale des journaux clandestins du FI – Canton d'Andenne – historique de la presse clandestine d'Andenne*.

⁵⁴ ZANATTA, Micheline ; NOIROUX, Jeanne-Marie et ROCHETTE-RUSSE, Lily, *op. cit.*, p.81

⁵⁵ *Ibid.*, p. 116-117

⁵⁶ PAJERA, Vincent, *op. cit.*, p.143. Il convient de remarquer que nous n'avons pas pu identifier les titres *Le Nord du travail* et *Le Coq wallon* qui ne figurent pas dans les répertoires de Dujardin et de Gotovitch. En revanche, tous deux citent un journal patriotique liégeois nommé *Le Coq victorieux*.

⁵⁷ Ce chiffre, bien que déjà important est sans doute fort en deçà de la réalité. Nous n'avons en effet comptabilisé que les personnes pour lesquelles les sources indiquaient spécifiquement leur implication dans la presse clandestine. Ainsi par exemple, il est très vraisemblable, bien que ce ne soit pas toujours mentionné, que les représentants CLS dans les usines qui oeuvraient au ralentissement de la production, distribuaient également les organes CLS. Par ailleurs, en raison du côté secret de l'activité, les sources sont très disparates et peu systématiques. La liste des collaborateurs à la presse clandestine d'Andenne, une des rares énumérations méthodiques que nous ayons trouvée compte à elle seule 47 personnes !

⁵⁸ On compte en effet 53 femmes sur 268 résistants par la presse répertoriés par nos soins (le sexe n'ayant pu être déterminé dans 15 cas).

⁵⁹ Parmi les treize personnes arrêtées, figurent notamment Alexandre Demoulin qui fut responsable régional du FI et Victor Thonet qui fut interpellé dans le Hainaut (où à partir de 1941, il avait été chef d'état major des Partisans armés) et fusillé au Tir national. Par contre, il est vraisemblable que c'est en raison de leur activité dans la presse clandestine que Henri Pirard, fondateur du *Bataillon Blanc*, Laurent Simon, rédacteur en chef de *L'Avant-Garde*, et Georges Delloye, coiffeur à Huy qui abritait un dépôt de presse clandestine, ont été arrêtés et déportés respectivement à Ellrich, Buchenwald et Neuengamme. Aucun des trois n'est revenu des camps.